



Romans sur Isère, le 21 avril 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

DECLARATION DE MME THORAVAL : LE COLLECTIF POUR ROMANS ALERTE

Dans un article du 16 avril dans sa version papier et plus tôt dans sa version numérique, *L'Impartial* relaye un communiqué du service presse de la Ville de Romans du 8 avril donnant des informations sur les associations d'hébergement de personnes migrantes présentes à Romans, ajoutant des précisions concernant l'une d'elle, anciennement présidée par la tête de liste du Collectif Pour Romans, Julie Maurel.

Instrumentalisation, radicalisation et dévoiement des moyens du service public : ce communiqué alerte le Collectif pour Romans.

Nous avons pris le temps de la réaction aux événements du 4 avril. Nous avons collectivement considéré que l'agression de plusieurs de nos concitoyens et la mort de deux d'entre eux, les blessures infligées à cinq autres, nécessitaient retenue et décence. Nous l'avons exprimé sur nos réseaux sociaux et dans un très bref communiqué de presse peu de temps après les faits. Nous disions aussi notre sidération, notre tristesse et notre incompréhension, appelant à la responsabilité de toutes et tous pour ne pas attiser les haines et diffuser de fausses informations qui ne pourraient que renforcer les discriminations envers une partie de nos concitoyens. Nous rejoignons en cela les propos très justes des élus d'opposition de la Ville de Romans.

Madame Thoraval, pour sa part, fait rapidement l'amalgame entre le travail d'associations de solidarité sur le territoire romanais, la présence de migrants à Romans et les actes tragiques du 4 avril, dans une réaction télévisée tout d'abord, puis dans un communiqué le 8 avril.

Et il ne suffit pas de prendre des précautions rhétoriques pour ne pas tomber dans l'instrumentalisation. Les propos de Madame Thoraval sur l'absence d'information sur la présence de telles associations à Romans et de leurs actions nous scandalisent à plusieurs niveaux.

Tout d'abord : la plupart des associations mentionnées portent des missions en réponse à des commandes de l'État ou du Département dans le cadre de leurs compétences obligatoires ou pallient le désengagement de l'État dans un travail bénévole et en lien avec différents acteurs que sont les établissements scolaires, les services sociaux, les autres associations de solidarités. Il est donc difficile d'imaginer qu'en 6 ans, les actions de ces associations n'aient pas été connues de l'exécutif romanais et que celui-ci semble découvrir leur travail d'intérêt général seulement aujourd'hui.

Ensuite un rappel : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen stipule dans son article 13 que toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Ainsi les propositions formulées par Madame Thoraval, à l'occasion de ce dramatique événement, nous font craindre une radicalisation à la droite extrême. Qu'est ce qui est véritablement souhaité ici ? Les livrets de circulation, dont on se souvient de sinistre mémoire ? Le fichage des étrangers présents dans nos communes ? Celui des militants qualifiés d'extrême-gauche ?

Enfin, Mme Thoraval quitte très vite son rôle d'élue dans ce communiqué, pour revêtir d'une manière opportuniste et infâme celui de candidate aux élections municipales, laissant supposer que Julie Maurel, qui mène la liste du Collectif pour Romans, aurait des responsabilités dans ce dramatique fait divers. Ce n'est pas par hasard si, en évoquant 5 associations qui œuvrent dans notre commune, elle ne cite qu'une seule personne, celle qui se présente contre elle aux élections municipales et qui combat, avec le Collectif Pour Romans, une politique néfaste pour la ville, de désengagement auprès des associations et de destruction du service public.

Nous avons considéré, compte-tenu du contexte sanitaire et des drames du 4 avril que la campagne pour les municipales était sur pause. Rester ancré à ce principe ne doit pas nous empêcher de continuer notre action de collectif citoyen, attentif au respect du droit, de la démocratie et du vivre ensemble. Nous dénonçons donc ici cette attaque *ad nominem* hors de propos. Nous inquiétons de cette instrumentalisation des moyens de l'institution à des fins électorales, qui entrave le principe de neutralité du service public, et alertons fermement sur ce glissement politique vers la droite extrême.